

ÉDITO

# Comment qualifier la visite du président Biden dans le Golfe ?

Par **Bertrand Besancenot**



Bertrand BESANCENOT est senior advisor chez ESL Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017 il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel MACRON en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

Le terme le plus fréquent dans les commentaires de la presse internationale est de qualifier de “ décevante ” la visite qu'a effectuée le président Biden à Riyad.

Beaucoup d'observateurs s'étaient focalisés sur l'échange ou non de poignée de mains avec le prince héritier saoudien (en fait un échange de poings) et sur deux thèmes jugés être les principaux objectifs de cette visite : une augmentation de la production pétrolière de l'Arabie — et des Émirats — et la création d'une défense anti-aérienne coordonnée entre

Israël et les États du Golfe sous contrôle américain, face à l'Iran.

Formellement aucun de ces objectifs n'a été atteint, d'où la réaction des commentateurs.

En fait, il s'agissait pour le président Biden d'un exercice difficile puisqu'il ne pouvait pas ne pas tenir compte des réticences fortes à une “ normalisation ” avec MBS des milieux démocrates et de la CIA ; mais qu'en même temps cette visite était importante pour montrer que les États-Unis n'abandonnaient pas leurs alliés dans la région face à l'Iran et devant les avances russes et chinoises.

Concrètement la visite a donné lieu à une déclaration conjointe américano-saoudienne renouvelant l'engagement de Washington à contribuer à la sécurité de ses alliés au Moyen-Orient ; à un sommet régional montrant la pérennité du partenariat stratégique entre les États-Unis et ses amis au Moyen Orient ; et à la signature d'un certain nombre d'accords, notamment dans le domaine de l'armement.

Les pays du Golfe peuvent donc se prévaloir d'un certain réengagement américain dans la région et de la poursuite des ventes d'armes américaines à leur profit. MBS peut en outre se féliciter que le président Biden ait publiquement mis fin à l'ostracisme à son égard. Quant à la production pétrolière saoudienne, Riyad n'a pas pris d'engagement formel, mais a rappelé qu'il disposait d'une capacité excédentaire de 1 million de barils/jour.

En somme, cette visite ne peut pas être considérée comme un tournant dans la relation américano-saoudienne, mais elle met un terme à une période de tension bilatérale et marque l'intérêt réciproque de Washington et Riyad à la poursuite de leur partenariat stratégique

Aucun des partenaires n'a fait de concession majeure — Biden ne “ soutient ” pas MBS et Riyad n'a pas abandonné sa coopération pétrolière avec Moscou — mais les deux pays soulignent qu'ils ont des intérêts politiques et économiques communs importants auxquels ils n'ont pas l'intention de renoncer ●



REGARD D'EXPERT

## Les biens communs du 21ème siècle

Par Philippe Wahl



Diplômé de Sciences-Po Paris, de l'ENA, titulaire d'un DEA en sciences économiques, Philippe Wahl entre d'abord au Conseil d'État en tant qu'auditeur et maître des requêtes et devient, en 1986, chargé de mission auprès du président de la commission des opérations de bourse. Conseiller technique chargé des affaires économiques auprès du Premier ministre en 1989, il est, en 1997, responsable des services financiers spécialisés de Paribas. Il sera ensuite directeur général de la caisse nationale des caisses d'épargne, puis du groupe Havas, vice-président du groupe Bolloré, et en 2007 directeur France de la Royal Bank of Scotland. En janvier 2011, il devient président du directoire de La Banque Postale et directeur général adjoint du groupe La Poste. En 2013 Philippe Wahl devient président-directeur général du groupe La Poste et président du conseil de surveillance de La Banque Postale.»

Parmi les interventions remarquables des Rencontres Economiques d'Aix-en-Provence du 8 au 10 juillet, le débat animé par Jean-Hervé Lorenzi, président des Rencontres, sur le thème des « Biens communs au 21ème siècle » a retenu notre attention. Cet échange a réuni Ilham KADRI, CEO de Solvay, Jean-Bernard LEVY, PDG d'EDF, Thomas BUBERL, directeur général d'Axa, ainsi que Philippe WAHL, PDG de La Poste, dont l'intervention est retranscrite ci-dessous.

Un bien commun est une ressource à accès partagé ; mais il y a de toute évidence des conflits et des contradictions dans cette définition. Premièrement, parce qu'elle impliquerait qu'un bien commun ne puisse pas être laissé au seul marché. Or, il exige un accès avec de la péréquation parce qu'il s'agit justement d'un bien commun ; il faut donc réguler le marché.

La deuxième contradiction sur cette notion, c'est que tous les biens ne sont pas des biens communs. Il ne faut pas simplement qu'ils soient nécessaires ; mais ils doivent aussi être vitaux. Et parce qu'ils sont vitaux, ils doivent échapper et ils



échappent au marché. Je me permettrai donc de redire que de mon point de vue, le bien commun du 21ème siècle est un bien vital pour l'humanité dont la production ne peut pas être laissée au seul marché.

Enfin, le dernier aspect que je veux souligner dans cette définition est que le bien commun, qu'il est impossible de laisser au marché seul, est vital pour l'humanité mais aussi valable pour la génération actuelle, pour les générations futures, ainsi que pour les siècles et les siècles à venir. Le bien commun commence avec Saint-Thomas d'Aquin : on ne naît pas bien commun, on le devient. Un bien commun ne l'est donc pas pour l'éternité. Par exemple, le téléphone a longtemps été un service public et un bien commun. Toutefois, la chute incroyable des prix relatifs de l'unité de télécommunication fait qu'aujourd'hui nous n'avons plus besoin des contraintes et des règles du bien commun pour la téléphonie. De même, la lettre a été un bien com-

mun avant que nous trouvions un produit de substitution : le SMS ou le Mail.

Cela signifie donc qu'un bien commun est un facteur historique et que cette question du 21ème siècle amène à se demander ce que seront les biens communs nécessaires, les services publics de demain, au cours du siècle à venir. Or, la conviction que nous avons, c'est que l'un des biens communs du 21ème siècle sera le lien social et humain. D'ailleurs, vous êtes certainement en train de vous dire que cela est naïf, ingénu, que j'exagère car nous sommes tous en lien. Heureusement pour moi, la Première ministre Elisabeth Borne vient de nous dire qu'elle avait considéré notamment à l'occasion de la pandémie, que le lien commun, le lien humain était remis en question.

Or, dans notre société d'aujourd'hui, trois éléments viennent remettre en question le lien social, ce qui nous fait réfléchir à la question de la place du lien comme bien commun de la civilisation.

Tout d'abord, je vais citer Jean Tirole, notre prix Nobel d'économie, inquiet par les forces du marché qui menacent les biens communs de l'humanité. Je précise que si Jean Tirole est inquiet... je le suis aussi. Pour lui, il y a trois éléments qui sont des menaces pour le lien social.

Le premier élément, c'est notre individualisme. L'individualisme comportemental qui correspond à notre façon de vivre, beaucoup plus individuelle qu'avant. Je m'arrête là, je ne me bats pas la coupe car c'est notre plaisir et notre société mais je dis simplement que cela fait reculer le lien.

Le deuxième élément, c'est la digitalisation de la société. Le digital est certes incroyable, fantastique car tout va plus vite et nous savons tout, tout de suite, mais que nous dit la défenseuse des droits dont le rôle est central dans notre pays ? Dans son dernier rapport, elle nous explique que 13 millions de personnes sont exclues du numérique. En effet, le numérique va beaucoup plus vite mais tandis qu'il va plus vite, il exclut aussi 13 millions de personnes. Ainsi, Emmaüs Connect décrit 8 millions d'électroniques en France. Nous le voyons donc bien mais l'évolution de la société crée de l'exclusion qui nécessite un bien commun.

Enfin, le troisième élément, c'est le vieillissement de la population. Jamais, dans l'histoire humaine – et nous pouvons remonter très loin –, nos sociétés n'ont eu autant de personnes âgées. Le meilleur reste pourtant à venir. En effet, en 2013, il y avait 600 000 nonagénaires en France, c'est-à-dire des gens de plus de 90 ans. En 2030, il y aura 1,3 million de nonagénaires et plus de 20 000 centenaires. Ce vieillissement de la population se traduit par de l'isolement, de la fragilité, de la solitude.

À nouveau, je vais prendre une référence extérieure : l'association Les Petits Frères des Pauvres. Le 10 octobre 2021 – et l'expression que je vais utiliser n'est pas de moi –, il y avait en France 530 000 personnes en « mort sociale ». L'association nous fait remarquer qu'il n'y en avait que 300 000 en 2017.

Que signifient ces trois éléments cités, individualisme, digitalisation, vieillissement ?

Le monde tel qu'il est, créé de l'exclusion et donc un besoin incroyable de lien social. Considérons donc que notre devoir de citoyen du monde est de protéger le lien social. Le lien social est un bien commun, alors comment faire ?

Tout d'abord, je vais le dire très simplement mais les postières et les postiers, les factrices et les facteurs que je représente n'ont pas le monopole du lien social. Je souhaitais le dire. Bien sûr, nous avons tous les jours, aujourd'hui aussi, 70 000 personnes qui passent partout en France et qui contribuent à leur échelle à ce lien social. Le groupe La Poste a mis en place de nouveaux services, très critiqués d'ailleurs au moment du lancement, qui sont des éléments clés de notre avenir. À ce jour, une seule poste dans le monde nous suit. Il s'agit de la poste japonaise avec un service extraordinaire, le « Mimamori », le service du regard attentif. Cela signifie que ce sujet du lien social devient central dans la société. Et si nous n'en avons pas le monopole, c'est d'abord parce que les élus, les maires, les associations sont au service du lien social ; les entreprises également, qui par l'emploi qu'elles donnent sont également contributrices de ce lien social.

Cependant nous le voyons bien, nous avons tous besoin de considérer que cette cause du lien social est un vrai sujet pour le 21ème siècle. Ce sujet est absolument fondamental, et ne croyez pas que, parce que nous sommes aujourd'hui réunis, il n'y ait pas de sujet sur le lien social. Ce sujet est majeur. Il est majeur dans une société qui vieillit comme aucune société humaine n'a vieilli avant elle. Il est majeur dans une société qui se digitalise, c'est-à-dire qui prend de la distance comme aucune société ne l'a connue. C'est la raison pour laquelle, quand Jean-Hervé Lorenzi nous a parlé de ce thème du bien commun, je me suis dit qu'il était important à la fois de souligner le besoin d'un bien commun de lien social mais aussi de nous dire que toutes et tous nous pouvons être actifs pour préserver ceci, justement parce que la mécanique de la société, ou de l'économie – comme le dit Jean Tirole – détruit du lien social et menace ce qui entre nous fait non seulement société, mais aussi humanité ●

## REGARD D'EXPERT

# Israël, un pays paralysé par la proportionnelle intégrale

Par Jonathan Benadibah



Jonathan Benadibah a été en poste successivement au sein des cabinets Eurocrise et ADIT sur des fonctions de Consultant, Directeur du développement et Directeur délégué, où il a eu

l'opportunité de travailler sur des problématiques de différentes natures à destination d'acteurs français et internationaux. Il rejoint ESL & Network en 2017 en tant que Responsable du Pôle Due Diligence et Compliance ; et occupe la fonction de Directeur au sein du groupe depuis janvier 2021. Il est également membre de l'Observatoire de l'Intelligence Economique (OIEF) et membre du Cercle K2. Il a été Auditeur du 49ème cycle Intelligence Economique et Stratégique de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (IHEDN). Il est également maître de conférences à Sciences Po où il enseigne l'Intelligence Stratégique.

Les quatrième élections législatives (mars 2021) avaient vu sortir victorieuse, une coalition improbable réunissant des partis de droite, de gauche du centre, et pour la première fois, elle incluait la formation politique « Raam », premier parti arabe à rejoindre une coalition dont l'objectif principal était d'empêcher la réélection du Premier ministre de l'époque, Benjamin Netanyahu. Ainsi Naftali Bennett est devenu Premier ministre avec six sièges à la Knesset – Parlement comptant 120 sièges – ! Seul bémol, cette coalition a décidé de faire fi des différences idéologiques en son sein qui ont pourtant fini par la faire imploser. Naftali Bennett, Premier ministre jusqu'au 30 juin, a été confronté à de nombreuses défections ainsi qu'une fronde de son électorat sioniste religieux vivant principalement dans les colonies juives de Cisjordanie.

Ainsi, le jeudi 30 juin 2022, les députés israéliens ont voté la dissolution de la Knesset, ouvrant ainsi la voie aux cinquièmes élections législatives du pays en trois ans et demi. Ce vote des députés a également permis au ministre des Affaires étrangères, Yaïr Lapid, de succéder à Naftali Bennett au poste de Premier ministre.

Les électeurs sont renvoyés pour la cinquième

fois aux urnes depuis 2019, faute d'une majorité stable pouvant s'inscrire dans la durée. Cette instabilité politique s'explique par une fragmentation politique du pays où aucune voix ne se perd dans un scrutin proportionnel plurinominal qui encourage le vote pour les petits partis. Pour remédier à une Knesset ingouvernable, les politiques israéliens ont relevé à trois reprises le seuil d'éligibilité afin qu'un parti puisse obtenir au moins un siège. Initialement, ce seuil était à 1 % des suffrages exprimés et il est passé à 3.25 % des suffrages exprimés en 2015.

Malgré cette instabilité politique, l'économie israélienne a une position forte à de nombreux égards et s'avère être une économie très résiliente :

- La croissance est élevée (8,1% en 2021) et l'OCDE a prévu une croissance économique de 4,8 % en 2022 et de 3,4 % en 2023 grâce au secteur des hautes technologies qui est le secteur le plus dynamique de l'économie israélienne – il englobe plus de 9 300 start-ups avec un poids économique équivalent à 15% du PIB – ;

- Le déficit budgétaire d'Israël a chuté à près de zéro – le déficit en pourcentage du PIB était de 0,04 % pour les 12 derniers mois –, les recettes du gouvernement augmentant et les dépenses diminuant dans le cadre de la rémission économique après la pandémie de coronavirus ;

- Un taux de chômage à son niveau le plus bas, 3,4 % en juin 2022.



D'un côté, nous avons Benjamin Netanyahu qui est un vieux briscard de la vie politique israélienne puisqu'il commença sa carrière en 1990 en tant que vice-ministre des Affaires étrangères et fut le Premier ministre israélien ayant exercé cette fonction le plus longtemps, aussi bien de manière consécutive que globale. Toutefois, son bilan est entaché par des poursuites judiciaires en cours concernant des faits de corruption, fraude et abus de confiance.

Benjamin Netanyahu a décidé d'attaquer frontalement ses adversaires dont il fustige le gouvernement Lapid / Bennett qui s'est appuyé sur des « partisans du terrorisme ». C'est pourquoi, il a indiqué qu'il ne formerait pas un gouvernement s'appuyant sur les partis arabes, à l'inverse de Yaïr Lapid qui ne pourra pas gouverner sans l'aide de ces derniers. Son programme politique traite de trois thèmes principaux : le coût élevé de la vie, la perte de la fierté « nationale » sous Bennett et Lapid, et la lutte contre l'influence de l'Iran dans la région. Pour remporter les élections législatives, Benjamin Netanyahu compte s'appuyer sur un électorat traditionneliste, religieux, composé d'un public essentiellement populaire et d'origine orientale avec les séfarades notamment.

De l'autre, nous avons Yaïr Lapid, ancienne star de la télé israélienne, qui se définit comme étant un homme politique patriote, libéral, et laïc. En 2012, il quitte les plateaux TV pour lancer son parti Yesh Atid et il construit son programme politique autour des difficultés économiques rencontrées par la classe moyenne. Il s'impose plus tard dans le jeu politique et fait de son parti naissant la deuxième force politique derrière le Likoud. Avant d'être un opposant de Benjamin Netanyahu, il fut néanmoins un de ses alliés, lorsqu'il était ministre des Finances de son gouvernement suite aux élections législatives de 2013.

Yaïr Lapid aura cependant l'avantage de faire campagne avec le costume de Premier ministre sortant. Il dispose de quatre mois pour convaincre les Israéliens qu'il est un homme providentiel pouvant apporter une forme de stabilité politique au pays. Ainsi, il profite d'un agenda international lui étant favorable, notamment à la suite de son déplacement à Paris en juillet où il a rencontré le Président Emmanuel Macron, qui l'a adoué en indiquant que « les Israéliens ont de la chance d'avoir Lapid » et que ce dernier a « toutes les ressources [...] pour diriger votre pays et au-delà ». Yaïr Lapid vient de recevoir le Président américain Joe Biden lors de sa tournée au Moyen-Orient et on observe un réchauffement des relations avec la Turquie d'Erdogan. Au niveau intérieur, il va faire face à une fronde de la population israélienne sur la hausse du coût de la vie et devra s'assurer que le parti de gauche, Meretz, ne dépasse pas le seuil électoral de 3.25% des suffrages exprimés, permettant ainsi à Yesh Atid de recueillir une vingtaine de sièges et d'être le premier parti d'opposition au Likoud.

Cependant, tout est incertain en Israël. En effet, l'annonce effectuée la semaine dernière par Gideon Sa'ar (parti Nouvel Espoir) et Benny Gantz (parti Kahol Lavan) durant laquelle ils expliquent que leurs partis se présenteront ensemble aux élections de novembre a été un peu perdue avec la visite du Président américain Joe Biden. Toutefois, elle a le potentiel de bouleverser les trois mois

REGARD D'EXPERT

## Changement climatique et réseaux sociaux : un sujet qui prend de l'ampleur

Par Pierre Bellagamba

Lors de ses différentes expériences tant en agence, que chez l'annonceur, Pierre s'est spécialisé en Social Media, enjeux publics et communication corporate. Il a notamment travaillé pour des entreprises comme la RATP, la Société du Grand Paris ou encore au sein du groupe Havas. Pierre a été diplômé en 2016 d'un Master médias, publics et cultures numériques. Aujourd'hui, il occupe le poste de Consultant Senior au sein du pôle Veille et Influence du cabinet.

et demi de campagne à venir. Idéologiquement, les différences des deux partis sont bien connues, notamment sur la question palestinienne, mais ils convergent sur de nombreux points : le libéralisme, le respect de l'État de droit, le renforcement du système judiciaire, et une profonde répulsion pour les extrêmes des deux côtés. Ainsi, ils vont tenter d'empêcher une coalition menée par Benjamin Netanyahu d'obtenir une majorité à la Knesset, puis ils faciliteront la formation d'un « gouvernement d'union large » – ce sera leur slogan – avec les ultra-orthodoxes, dirigés par Benny Gantz comme Premier ministre.

Toutefois, tous les candidats s'accordent sur les points suivants : la nécessité de poursuivre la « guerre » contre Téhéran, les raids aériens permettant de limiter les capacités du Hezbollah en Syrie et au Liban, la poursuite de la normalisation des relations entre Israël et certains pays de la zone, dont l'Arabie Saoudite notamment.

D'après les intentions de vote relayées par Channel 13 en date du 17 juillet, le Likoud obtiendrait 34 sièges, Yesh Atid 22 sièges, Kahol Lavan-Nouvel Espoir 12 sièges, HaTzionut HaDatit – Sioniste Religieuse – 10 sièges, Shas 8 sièges, Yahadut Hatorah - Judaïsme unifié de la Torah 7 sièges, Israel Beitenou 6 sièges, Parti Travailleur 6 sièges, Liste unifiée (alliance entre le parti d'extrême gauche Hadash et deux formations arabes) 6 sièges, Meretz 5 sièges, et Raam 4 sièges. Le parti Yamina d'Ayelet Shaked – anciennement dirigé par Naftali Bennett – ne passerait pas le seuil d'éligibilité.

Cela confirme que Yaïr Lapid, Benjamin Netanyahu, et Benny Gantz sont les trois candidats possibles pour former le prochain gouvernement. Seul bémol : à l'heure actuelle, ni les partis de la coalition sortante, ni le bloc d'opposition dirigé par Benjamin Netanyahu ne parviendraient à rassembler une majorité à la Knesset et on se dirigerait donc vers une nouvelle impasse politique ●



## Un changement climatique qui a du mal à se faire une place dans le débat

Le changement climatique a été l'un des sujets les plus débattus depuis les années 1990. Désormais, une majorité de pays s'accordent sur l'importance du changement climatique et participent à des initiatives internationales, comme le protocole de Kyoto, ou les différentes COP, mais des mesures structurantes se font attendre. Le processus politique stagne du fait des intérêts nationaux, du coût des différentes mesures, ainsi que du décalage entre les temps long nécessaire pour ces mesures et l'immédiateté qui régit souvent le monde politique. D'autant plus que le changement climatique est habituellement traité comme un « fait divers » par de nombreux citoyens et médias.



Le film « Don't look up » de Netflix offre par exemple un regard satirique sur l'inaction des politiques et l'incompréhension d'une partie des médias face à l'urgence d'une catastrophe planétaire. Une référence à peine voilée aux réactions face au changement climatique.

L'œuvre a marqué les esprits. Au point que les militants écologistes utilisent cette référence via des collages vidéos dès qu'un média semble diminuer la gravité de la crise climatique. Ils comparent le discours du journaliste à la télévision avec l'extrait satirique pour montrer que « ce n'est plus de la fiction ».

## Les difficultés d'une communication complexe sur le long-terme

Communiquer sur le changement climatique est loin d'être simple, notamment en raison de la complexité du phénomène, ainsi que du manque d'immédiateté de l'efficacité des mesures.

Les informations sur les impacts du changement climatique semblent trop lointaines et complexes pour pousser à des changements dans notre comportement. Surtout face à des questions plus directes comme l'économie, ou la sécurité. Le débat politique, médiatique et sur les réseaux sociaux concernant le changement climatique est caractérisé par une forte polarisation, et une absence de solutions simples, ce qui constitue un terrain fertile

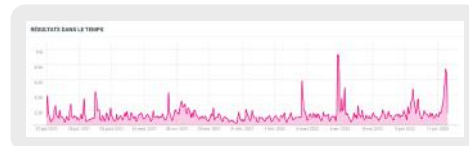
pour la propagation de la désinformation.

L'explosion des réseaux sociaux durant ces deux dernières décennies offre néanmoins un espace pour faire monter la thématique du changement climatique pour deux raisons.

Premièrement, l'émergence rapide de ces plateformes a offert un endroit facile d'accès aux militants d'ONG, chercheurs et journalistes pour se structurer, partager des connaissances.

Deuxièmement, et de manière plus substantielle, les réseaux sociaux ont bouleversé les hiérarchies de communication en place. En érodant le pouvoir des médias traditionnels (télévision, presse), tout en augmentant le nombre de personnes accessibles.

## Changement climatique : un sujet qui s'impose du fait des événements extrêmes



Source : Talkwalker (résultats sur les 13 derniers mois sur le mot clé « Changement climatique », en France, en français, toutes plateformes confondues).

Sur les 13 derniers mois, on constate 587 000 de résultats pour le mot clé « Changement climatique » et près de 6,9 millions d'engagements. Ces données montrent une tendance claire à l'augmentation du sujet en fonction des événements climatiques touchant la France. On peut clairement observer des pics liés aux risques de gel (05/04), aux canicules (17/06), aux incendies (19/07). Ces sujets prennent le devant de la discussion quand ils touchent la population, ou l'économie.



Les personnalités politiques sont largement critiquées pour leur présumée inaction climatique causant ces catastrophes. Et ils ne sont pas les seuls ! Médias et célébrités sont également épinglés par les internautes. Ils sont sommés de prendre sérieusement le sujet du dérèglement climatique, que ce soit au niveau du discours, ou des actions. À ce titre, la polémique sur l'influenceuse Kylie Jenner et son vol de 12 minutes est éclairante sur le devoir d'exemplarité attendu de l'opinion publique.

## Les réseaux sociaux comme lieu d'information

Les réseaux sociaux ne sont pas qu'un lieu de dénonciation. Ils sont aussi un véritable forum pour beaucoup de personnes et de nombreux scientifiques et journalistes l'ont bien compris. Certains les utilisent pour vulgariser les événements climatiques en cours, à coup de visuels et vidéos.

**Paloma Moritz** @PalomaMoritz

Vagues de chaleur, inondations, tempêtes, mouvements de terrain, érosion, feux de forêt... Les risques climatiques concernent + de 6 français sur 10. Il est possible de les réduire mais il faut s'y mettre maintenant et nous adapter au changement climatique pour éviter le pire 📌

**Carte 1 : exposition des populations aux risques climatiques en 2016**

Sources : MTESS, Gaspar, 2017 ; Insee, RP, 2014 ; © IGN, BD Carthage, 2016. Taillements : SOES, 2019.

**Guillaume Séchet** @Meteovilles

🔥 Aussi fou que cela puisse paraître, les fumées des #incendies de #Gironde ont atteint #Paris et l'îleDeFrance ce mardi soir et apportent une ambiance brumeuse ! Les modélisations de particules fines montrent bien la remontée de ce couloir de fumée ! 📌 (carte @meteociel)

7:57 PM · 19 juil. 2022 · Twitter Web App

1 765 Retweets · 677 Tweets cités · 2 756 J'aime

**Christophe Cassou** @cassouman40

"Ns trottonnons lentement derrière un climat qui change au galop". Tt est dit dans cette métaphore @valmasdel. La radicalité n'est pas ds les mesures a prendre pr s'adapter & réduire nos émissions de gaz a effet; elle est dans actions minimalistes, tromperie & manque de courage.

**Audrey Garric** @audreygarric · 16 juil.

« Chaque décision du gouvernement doit désormais être mesurée à l'aune de la radicalité. » @lemondefr plus que jamais engagé face à l'urgence climatique avec 8 pages dans le journal aujourd'hui et l'édition lemonde.fr/idees/article/...

1:20 PM · 16 juil. 2022 · Twitter Web App

133 Retweets · 4 Tweets cités · 356 J'aime

## Les réseaux sociaux comme un moyen de faire bouger les lignes

Ressentant un sentiment d'urgence, et face à l'impression d'une réaction trop faible du monde politique, un certain nombre d'initiatives venant de la société civile (scientifiques, réalisateurs, activistes) dans le monde sont apparues pour sensibiliser au changement climatique par le biais de campagnes (films, documentaires, happenings) dans les médias, et sur les réseaux sociaux. On peut notamment citer les réalisations de Yann Arthus-Bertrand, l'activisme de Greta Thunberg qui sont largement diffusées sur les réseaux sociaux.

Les campagnes jouent un rôle majeur dans l'élaboration des agendas médiatiques et politiques, que ce soit au niveau local, national, ou même international. Ces pressions, ainsi que la répétition et l'accélération de ces catastrophes amènent les politiques à se saisir du sujet de plus en plus concrètement.

Ce que nous constatons avec cette étude des conversations en ligne, c'est la dynamique qui va lier les conséquences du réchauffement climatique, les citoyens, leurs échanges numériques et les actions politiques.

Plus ces événements touchent régulièrement et personnellement des citoyens sensibilisés, plus ils en parlent, demandent un changement, plus les politiques sont poussés à donner des gages et montrer qu'ils agissent ●

**Le HuffPost** @LeHuffPost

Face aux magasins climatisés et portes ouvertes, la mairie de Paris veut siffler la fin de la récréation

**Benoît Payan** @BenoitPayan

🔴 On suffoque, et en mer Méditerranée et dans nos ports, d'énormes bateaux polluent notre air en toute impunité ! Vous voulez que ça s'arrête ? Moi aussi.

Marseillaises, Marseillais, mobilisons-nous !

Signez la pétition de @marseille : [marseille.fr/mairie/stop-po...](https://marseille.fr/mairie/stop-po...)

7:05 PM · 19 juil. 2022 · Twitter for iPhone

**Nicolas Zaugra** @NicolasZaugra · 20h

Le maire de #Lyon interdit les commerces climatisés avec portes ouvertes sur la rue actu.fr/zaugra-france... via @actufr\_lyon

actu.fr  
Lyon. Les commerces climatisés avec les portes grandes ouvertes, c'e...  
Après Bourg-en-Bresse, c'est au tour de Lyon de prendre le même arrêté. À partir du 20 juillet, il sera interdit pour les commerces de ...

10 · 21 · 111

## À propos de nous



**Xavier DESMAISON**  
CEO

[x.desmaison@antidox.fr](mailto:x.desmaison@antidox.fr)

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



**Alexandre MEDVEDOWSKY**  
Président du Directoire

[alexandrem@eslnetwork.com](mailto:alexandrem@eslnetwork.com)

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.